



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Informer-sur-le-Proche-Orient-le-syndrome-de-Tom-et-Jerry>

Informer sur le Proche-Orient : le syndrome de Tom et Jerry

- L'information - International - Loin du Proche et du Moyen-Orient - 2010-... La désinformation continue -



Date de mise en ligne : jeudi 15 octobre 2015

Date de parution : 8 août 2012

Description :

... de l'information sur le « conflit israélo-palestinien ».

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Nous remettons à la « une », trois ans après sa première publication, un article consacré au traitement médiatique du conflit opposant Israël aux Palestiniens. Les événements de ces derniers jours, et leur couverture par les « grands médias », confirment en effet malheureusement la plupart des constats opérés dans cet article (Acrimed, 15 octobre 2015).

Contrairement à d'autres questions d'actualité internationale, le conflit opposant Israël aux Palestiniens est l'objet de nombreux articles, sujets et reportages. Le problème de la couverture médiatique de ce conflit n'est donc pas tant quantitatif que qualitatif. Un décryptage de cette couverture nous conduit à distinguer trois travers majeurs qui caractérisent l'information relative au Proche-Orient, telle qu'elle nous est proposée par les « grands médias ».

De l'art d'équilibrer une situation déséquilibrée

Le premier de ces biais est celui de l'injonction permanente à un traitement « équilibré » du conflit. Les événements du Proche-Orient suscitent en France, pour des raisons politiques, historiques et culturelles que l'on ne pourra pas développer ici, une attention toute particulière. Ils sont générateurs de passions et leur perception est marquée par une lourde charge émotive, ce qui ne manque pas d'avoir des répercussions sur la manière dont les grands médias essaient de les couvrir.

D'où l'injonction au traitement « neutre », que l'on peut parfois assimiler à une forme de censure, voire d'autocensure de la part de certains journalistes et de certaines rédactions : il ne faudrait pas froisser l'un des deux « camps » et, pour ce faire, adopter une position « équilibrée ».

Or la situation ne s'y prête pas, pour la bonne et simple raison que l'Etat d'Israël et les Palestiniens ne sont pas dans une situation équivalente. S'il existe bien un « conflit » opposant deux « parties », nul ne doit oublier que ses acteurs sont, d'une part, un Etat indépendant et souverain, reconnu internationalement, doté d'institutions stables, d'une armée moderne et suréquipée et, de l'autre, un peuple vivant sous occupation et/ou en exil, sans souveraineté et sans institutions réellement stables et autonomes.

Adopter une démarche qui se veut équilibrée conduit donc nécessairement à occulter certains aspects de la réalité, tout simplement parce qu'ils n'ont pas d'équivalent dans l'autre « camp ». C'est ainsi que les grands médias privilégieront les moments de tension visible, en d'autres termes militaires, les « échanges de tirs », les « victimes à déplorer dans les deux camps » ou, dans un cas récent, les « échanges de prisonniers ». Il s'agit de montrer que la souffrance des uns ne va pas sans la souffrance des autres, et que les moments de tension ou d'apaisement sont liés à des décisions ponctuelles prises par l'un ou l'autre des deux « camps », ou par les deux conjointement.

C'est ainsi qu'un tel traitement médiatique occulte presque totalement ce qui est pourtant l'essentiel de la vie quotidienne des Palestiniens et l'un des noeuds du « conflit » : l'occupation civile (colonies) et militaire (armée) des territoires palestiniens. Les camps militaires israéliens et les colonies n'ont pas d'équivalent en Israël, pas plus que les centaines de checkpoints qui morcellent les territoires palestiniens, le mur érigé par Israël, les réquisitions de terres et les expulsions, les campagnes d'arrestations, les attaques menées par les colons, les périodes de couvre-feu, les routes interdites sur critère national, etc.

Une couverture qui se veut « équilibrée » conduit nécessairement, par la recherche permanente d'un contrepoint, d'un contrechamp, d'une équivalence, à passer sous silence des informations pourtant essentielles : c'est ainsi qu'il faut aller consulter la presse israélienne pour savoir, par exemple, que pour la seule année 2010 ce sont pas moins de 9 542 Palestiniens de Cisjordanie qui ont été déférés devant les tribunaux militaires israéliens, avec un taux de condamnation de 99,74 %. Une information des plus parlantes, mais qui n'a pas d'équivalent côté israélien. Elle ne sera donc pas traitée.

Cette couverture biaisée, cette « obsession de la symétrie », au nom d'une prétendue neutralité, conduit donc les grands médias à offrir une image déformée des réalités proche-orientales. Le public est ainsi dépossédé d'une partie pourtant indispensable des éléments de compréhension de la persistance du conflit opposant Israël aux Palestiniens. *A fortiori* dans la mesure où ce premier biais se double d'un second, tout aussi destructeur pour la qualité de l'information : le « syndrome de Tom et Jerry ».

Le syndrome de Tom et Jerry

Tom et Jerry, célèbres personnages de dessins animés, sont en conflit permanent. Ils se courent après, se donnent des coups, construisent des pièges, se tirent parfois dessus et, quand ils semblent se réconcilier, sont en réalité en train d'élaborer de nouveaux subterfuges pour faire souffrir l'adversaire. Le spectateur rit de bon coeur, mais il reste dans l'ignorance : il ne sait pas pourquoi ces deux-là se détestent, on ne lui a jamais expliqué pourquoi Tom et Jerry ne peuvent pas parvenir à une trêve durable, voire une paix définitive.

La comparaison a ses limites, mais il n'est sans doute pas exagéré de considérer que les grands médias, notamment audiovisuels, nous offrent souvent, lorsqu'il s'agit du Proche-Orient, une information digne de Tom et Jerry : « le cycle de la violence a repris » ; « la trêve a été brisée » ; « la tension monte d'un cran » ; « les deux parties haussent le ton » ; etc.

Mais pourquoi ces deux-là se détestent-ils ? Bien souvent, le public n'aura pas de réponse. Il devra se contenter d'une couverture médiatique qui se focalise sur la succession des événements, sans s'interroger sur les causes profondes ou sur les dynamiques à long ou moyen terme. L'information est donc la plupart du temps décontextualisée, dépolitisée, déshistoricisée, quitte à flirter allègrement avec le ridicule.

C'est ainsi qu'en décembre 2010, un véritable morceau de bravoure a été publié dans le quotidien *Libération*. Ce « reportage », que nous avons analysé en détail sur notre site [\[1\]](#), cumulait la quasi-totalité des travers de l'information relative au Proche-Orient, entre autres le syndrome de Tom et Jerry. Nous écrivions alors :

L'absence de la mention des racines politiques et historiques des « tensions » peut parfois confiner au ridicule. Témoin ce passage de l'article, un véritable chef-d'oeuvre du genre : « *Les tensions se sont pourtant multipliées ces derniers temps. En août, l'élagage d'un arbre par des soldats israéliens sur la ligne bleue, tracée par l'ONU après le retrait israélien du Sud-Liban en 2000, a fait quatre morts et failli dégénérer en conflit ouvert.* » On se frotte les yeux et on relit pour être sûr de bien comprendre, en retenant seulement cette fois-ci le sujet, le verbe et le complément : L'élagage d'un arbre... a fait quatre morts.

Mais que s'est-il passé ? Les élagueurs sont-ils tombés de l'arbre ? Ou alors est-ce l'arbre qui est tombé sur une famille qui pique-niquait tranquillement ? Ou peut-être, autre explication plausible, est-ce le Hezbollah, mouvement islamique et donc, à sa façon, « vert », qui a manifesté sa fibre écologiste en voulant venger la mort d'un arbre ?

Trêve d'ironie : malheureusement, l'incident dit « de l'arbre » a, lui aussi, été tragique, se soldant par la mort de deux policiers et d'un journaliste libanais, ainsi que celle d'un officier israélien. La seule explication qui permet de comprendre comment les choses ont ainsi pu dégénérer est bien évidemment le contentieux frontalier entre Israël et le Liban. En effet, même si Israël s'est retiré du Liban en 2000 après vingt-deux années d'occupation, le tracé de la « frontière » est toujours objet de polémique. Polémique aussi au sujet de la zone dite des « fermes de Chebaa », conquise par Israël en 1967. Et quiconque observe la vie politique régionale sait que c'est notamment parce qu'il revendique la souveraineté arabe sur les zones occupées que le Hezbollah se considère toujours en guerre contre Israël.

C'est ainsi que bien souvent les grands médias proposent au public de se focaliser sur l'arbre qui cache la forêt. Les événements spectaculaires et les causalités immédiates sont privilégiés, au détriment de l'exposé et de l'analyse des causes profondes et des tendances sur la longue durée. Le pseudo-équilibre et la course à l'événement vont peut-être offrir au public les moyens de s'émouvoir, mais absolument pas de comprendre.

Un journalisme de diplomates ?

Un troisième et dernier biais peut être identifié : il s'agit de l'alignement quasi-systématique des lignes éditoriales sur l'agenda diplomatique. Il ne s'agit pas seulement de privilégier, ou de valoriser, les analyses et les propositions de la diplomatie française et, plus généralement, occidentale. Il s'agit bien souvent de trier les informations, consciemment ou non, en fonction des aléas du mal-nommé « processus de paix ».

Deux exemples illustrent cette idée. C'est seulement à partir de l'année 2002 que la thématique de la nécessaire « réforme » de l'Autorité palestinienne a fait son apparition marquée dans les grands médias français. Corruption, clientélisme, népotisme, etc. : le « système Arafat » était un véritable échec, et toute perspective de « sortie du conflit » passerait nécessairement par une refonte du système institutionnel palestinien et par l'émergence de nouveaux acteurs. Coïncidence ? C'est précisément à cette période que les Etats-Unis et Israël ont considéré que Yasser Arafat, qui avait pourtant été un acteur central du « processus de paix », n'était plus un interlocuteur crédible et devait être mis hors-jeu.

La corruption et l'incurie de l'appareil politico-administratif palestinien étaient un secret de polichinelle pour quiconque s'intéressait un tant soit peu à la question. Nombre de rapports d'ONG ou de commissions parlementaires étaient en circulation depuis le milieu des années 1990. Ces informations avaient été rarement relayées et ne semblaient pas, à l'époque, nécessiter une attention médiatique particulière. L'explication la plus probable est qu'alors, le « processus de paix » dans sa version originelle semblait demeurer une perspective crédible pour les Occidentaux et qu'il ne fallait pas prendre le risque de le mettre en péril en critiquant ouvertement la direction Arafat. C'est lorsque la donne diplomatique a changé, au début des années 2000, que l'attention des médias s'est progressivement déplacée vers des questions jusqu'alors ignorées.

Deuxième exemple, parmi d'autres : Mahmoud Abbas. Le président de l'Autorité palestinienne est lui aussi un personnage central du « processus de paix ». Considéré comme plus « modéré » et plus « pragmatique » que son prédécesseur, Yasser Arafat, il a durant de longues années bénéficié des louanges de l'administration états-unienne, des chancelleries occidentales et même des responsables israéliens. Et même si la démarche qu'il a entreprise à l'ONU lui a attiré de nombreuses critiques, il continue d'être considéré comme un élément clé dans la perspective d'éventuelles négociations.

Tel est le personnage que donnent également à voir les grands médias. Mais le public sait-il, par exemple, que Mahmoud Abbas a préfacé en 1983 un ouvrage de Robert Faurisson sur les chambres à gaz, avant de publier une thèse de doctorat contenant des éléments négationnistes ? Non. Cette information est-elle indispensable et mériterait-elle nécessairement d'être communiquée ? La question mérite débat. Mais imaginons, l'espace d'un instant, que ce ne soit pas Mahmoud Abbas mais l'un des deux dirigeants les plus en vue du Hamas (Khaled Meshaal et Ismaïl Haniyah) qui ait préfacé Faurisson ou publié une thèse négationniste. Peut-on imaginer que cette information serait longtemps dissimulée au public ? La réponse est, bien évidemment, dans la question.

L'hypothèse selon laquelle Mahmoud Abbas jouit d'un traitement « différencié » en raison de son rôle, avéré ou non, potentiel ou plausible, dans une solution diplomatique telle que la conçoivent les pays occidentaux, est donc très largement probable. Elle est, à l'image du changement de ton par rapport à Yasser Arafat, une des très nombreuses

confirmations de l'alignement, volontaire ou non, de la plupart des grands médias sur les positions et les rythmes diplomatiques français, phénomène typique du « journalisme de guerre » (voir à ce sujet sur notre site la rubrique « Journalisme de guerre »). Il ne s'agit évidemment pas de porter un jugement sur la politique française ou sur les dirigeants palestiniens eux-mêmes, mais bien de constater, une fois de plus, que la rigueur journalistique s'efface lorsque la diplomatie s'en mêle.

Quelques [notables exceptions](#) permettent d'éclaircir un peu ce sombre tableau, notamment du côté des rares correspondants permanents de la presse écrite et audiovisuelle. Mais leur rareté ne fait que confirmer les tendances générales telles que nous venons de les décrire. Les trois écueils que nous avons signalés ici sont rarement évités par les grands médias et ajoutent une victime supplémentaire au conflit opposant Israël aux Palestiniens : l'information.

Julien Salingue

- ▶ Article publié dans le magazine trimestriel d'Acrimed, [Médiacritique\(s\), n°3 \(avril 2012\)](#)

[1] « [Journalisme en tenue de camouflage : un reportage de Libération au nord d'Israël](#) », décembre 2010.